

L'avortement, encore et toujours

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 23 octobre 2015

Depuis la funeste loi du 17 janvier 1975 légalisant l'avortement, l'action méthodique des décideurs politiques, de droite comme de gauche, a consisté à l'assouplir sans cesse, en faisant sauter, les uns après les autres, les fragiles petites digues d'origine tentant d'en limiter la pratique.

Un nouveau cap a été franchi lorsque l'Assemblée nationale, au printemps dernier, a voté à la quasi-unanimité la reconnaissance de l'avortement comme un « droit fondamental ». Christian Jacob, président du groupe Les Républicains au parlement, expliquera à la télévision que la majorité de gauche et la minorité de droite « s'étaient arrangés » sur ce sujet. Un petit arrangement fondamental entre amis. Les résistants avaient été au nombre de sept, sur une assemblée comptant 500 députés environ.

« L'arrangement » avait eu raison de la résistance.

Mais cela n'était pas suffisant : il en fallait encore plus. La première concubine de France est donc montée au créneau, en faisant don — sans doute rémunéré — de son corps à la publicité pro-avortement. La manœuvre est grossière, mais combien efficace : l'objectif est de montrer que la plus haute instance politique française, par concubine interposée, s'engage dans ce combat, en y engageant *de facto* la France tout entière. La présidence de la République devrait œuvrer sans cesse à la promotion du bien commun. Elle entre de plain pied, par un habillage grossier, dans la promotion d'un mal commun objectif, qui aboutit à la mort annuelle de plus de 200 000 petits enfants, qui abîme les femmes puisque le traumatisme post-avortement touche une large majorité de celles qui le subissent, et qui désorganise l'évolution naturelle de la natalité française, puisque l'avortement ampute les naissances d'environ 30%.

Cela n'est peut-être pas encore suffisant. Le droit à l'avortement pourrait devenir une obligation, ou un devoir. Saint Jean-Paul II l'avait dit et répété : la légalisation de l'avortement, qui est la pire des lois, ouvrirait grand la porte à des successions de lois complémentaires et mortifères. Au train où vont les choses, le droit fondamental à l'avortement pourrait un jour être assorti d'une obligation d'avorter, en fonction de critères définis par les décideurs politiques du moment : fœtus mal formé, politique de limitation des naissances, mère jugée peu capable d'élever un enfant, famille trop nombreuse, et tant d'autres arguments.

Plus que jamais, dans les temps actuels, le dragon de l'Apocalypse balaye de sa queue monstrueuse la surface de la Terre, détruisant les obstacles qu'il rencontre pour mieux dévorer la Femme et l'Enfant : l'avortement, la pornographie, la prostitution, le *genre* sont, entre autres choses, ses outils de prédilection, et les nombreuses forces du mal qui actuellement se déchaînent sont ses alliés objectifs. Pourtant, son combat, comme nous le savons, est voué à l'échec, puisque le Christ est avec nous tous les jours, jusqu'à la fin du monde. Ce qui ne doit pas nous empêcher de lutter, à la place où nous sommes, pour que triomphe le Bien commun.

François Billot de Lochner
